



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARLU ENTREPOTS EUROCENTRE II

ZAC EUROCENTRE
31620 Castelnau-D'estrétefonds

Références : 2026/085
Code AIOT : 0006804094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SARLU ENTREPOTS EUROCENTRE II implanté ZAC EUROCENTRE (Bât C et D) 31620 Castelnau-d'Estrétefonds. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée sur les bâtiments C et D dans le cadre d'une action nationale visant la vérifications de certaines dispositions post-Lubrizol relatives aux entrepôts logistiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARLU ENTREPOTS EUROCENTRE II
- ZAC EUROCENTRE (Bât C et D) 31620 Castelnau-d'Estrétefonds
- Code AIOT : 0006804094

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROCENTRE ENTREPOTS SCI II est spécialisée dans la gestion d'actifs immobiliers: acquisition, développement, administration, location et exploitation des biens qu'elle détient. Ainsi, elle a mené sur la zone Eurocentre entre 2002 et 2006 la construction d'une première tranche de 4 bâtiments dénommés A, B, C et D auxquels est venu s'ajouter un cinquième entrepôt dit «bâtiment E». Ces entrepôts sont constitués de cellules indépendantes d'une superficie inférieure à 6000 m² qui sont destinées à la location pour être exploitées par d'autres sociétés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Plans d'urgence
- REACH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'aborder les différents porter à connaissance transmis par l'exploitant. Ceux-ci, au nombre de 5, portent sur les sujets suivants :

Demande d'antériorité du 10 décembre 2021 relative à la rubrique n°1510 de la nomenclature;
 Porter à connaissance du 4 février 2022 relatif à l'adaptation de certaines prescriptions techniques et sur les moyens en eau du site (extinction et rétention);
 Porter à connaissance du 19 septembre 2025 relatif aux modifications des conditions de stockage du bâtiment C suite à l'arrivée d'un nouveau locataire (société CARGOLOG).
 Ces demandes sont explicitées ci-dessous, l'avis de l'inspection des installations classées est donné en suivant pour chaque demande.

1) La nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 impactant la rubrique ICPE n° 1510 relative au stockage de matières combustibles sous entrepôt couvert. Le classement de cette activité existante sur le site s'en trouve modifié.

En application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, l'exploitant a informé monsieur le préfet du nouveau classement de son activité de stockage sous le régime de l'enregistrement selon la rubrique modifiée n°1510.

L'analyse apportée par l'exploitant conclut à retenir un classement au régime de l'enregistrement sous la rubrique n°1510 pour un volume de stockage de 659552 m³ (ce volume n'est pas celui finalement retenu dans l'APC, car les modifications explicitées au point 2 prévoient une légère augmentation du volume de stockage pour un volume final de 699 452m³).

L'exploitant indique cependant le maintien de l'activité 2662 (stockage de polymères) au seuil de la déclaration.

Avis de l'inspection : Le décret précité a pour objet de supprimer le double classement des entrepôts de matières combustibles. En conséquence, le maintien de la rubrique 2662 en parallèle du classement 1510 n'est pas possible. L'installation relève désormais du régime de l'enregistrement au seul titre de la rubrique 1510 de la nomenclature.

2) Par transmission du porter à connaissance en date du 4 février 2022, l'exploitant souhaite régulariser la situation administrative des bâtiments C et D. L'exploitant demande donc la mise à jour du classement ICPE, ainsi que l'adaptation de certaines prescriptions techniques.

Les principales conséquences concernent :

- La mise à jour du classement ICPE, afin de tenir compte :

- des évolutions de la nomenclature ICPE,
- des volumes et capacités réels des entrepôts,
- des modifications récentes des usages et des produits stockés.

- La création et la réorganisation de locaux de charge dans plusieurs cellules du bâtiment D, avec :

- création de trois nouveaux locaux de charge,
- réaffectation de certains anciens locaux de charge et d'un atelier en cellules de stockage,
- ajustement de la puissance électrique maximale de charge.

- La modification de l'organisation interne de certaines cellules, incluant :

- la création de sanitaires en cellule 6 du bâtiment D;
- la modification et la séparation de blocs de bureaux,
- la création d'une mezzanine en cellule 5 du bâtiment D.

- La mise en place d'une réserve incendie commune de 120 m³ pour les bâtiments A, B, C et D du parc EUROCENTRE, en substitution aux exigences initiales de débit et de volume d'eau jugées surestimées au regard des règles actuelles de dimensionnement.

- L'adaptation de certaines prescriptions paysagères, l'exploitant sollicitant la suppression des contraintes relatives à l'implantation des arbres à plus de 10 m des façades et au choix d'essences non propagatrices du feu.

Cette dernière demande n'est pas retenue en l'état par l'inspection, qui considère ces prescriptions toujours pertinentes pour la prévention du risque incendie. Une adaptation est toutefois envisagée afin d'éviter l'abattage des arbres existants, sous réserve d'un entretien régulier et de l'interdiction de toute nouvelle plantation à moins de 10 m des façades.

Avis de l'inspection : L'inspection est favorable aux demandes formulées par l'exploitant excepté pour celle concernant les distances d'éloignement avec les arbres pour laquelle une proposition de prescription spécifique sera introduite dans l'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

3) Par transmission du porter à connaissance en date du 19 septembre 2025 l'exploitant présente le projet de réaménagement du bâtiment C qui vise à adapter l'outil logistique à l'arrivée du preneur CARGOLOG, sans changement de nature de l'activité autorisée ni création de nouveaux dangers significatifs.

Les évolutions prévues (stockage automatisé en cellule 1, création d'une mezzanine en cellule 2, augmentation de la capacité de stockage en cellule 5, création d'aires de stockage de palettes extérieures, installation de bornes IRVE et d'un transformateur dans le local de charge) sont présentées comme des optimisations fonctionnelles et techniques destinées à améliorer la performance opérationnelle du site.

L'exploitant précise que ces aménagements sont conçus dans le respect des prescriptions ICPE applicables, avec maintien ou renforcement des dispositifs de sécurité incendie (désenfumage, compartimentage coupe-feu, sprinklage, rétention des liquides, stockage diffus des produits dangereux). Les études spécifiques (désenfumage, tenue au feu de la mezzanine, modélisations incendie) concluent à l'absence d'aggravation significative des effets d'un sinistre par rapport à la situation autorisée.

Le stockage de produits dangereux demeure limité, diffus et inférieur aux seuils de classement, de sorte qu'il ne modifie pas substantiellement le profil de risque de l'installation.

Avis de l'inspection : L'inspection est favorable aux demandes formulées par l'exploitant, des prescriptions techniques sont reprises au sein du projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

Il est précisé que les porter à connaissance relatifs au poste de retrait de colis, déposés à l'époque où l'entreprise Décathlon était locataire du site, sont classés sans suite, le projet n'ayant pas abouti et l'entreprise ayant depuis quitté les lieux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administratif	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	e au titre des ICPE			
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande d'action corrective	3 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	12 mois
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande d'action corrective	3 mois
13	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
12	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
14	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
15	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
16	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
17	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
18	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que, malgré l'outil mis en place pour la gestion de l'état des matières stockées, l'exploitant n'est pas en mesure de satisfaire pleinement aux prescriptions contrôlées dans le présent rapport.

Des non-conformités ont été relevées concernant la mise à disposition des fiches de données de sécurité, le report de l'alarme incendie au poste de garde, agent ayant en charge des actions dans le cadre de la défense incendie du site, ainsi que la présence de matières dangereuses dans des zones non prévues.

Ces constats peuvent être corrigés rapidement et sans nécessiter d'investissements importants. En conséquence, il n'est pas proposé pour l'instant de recourir à l'article L.1718 du Code de l'environnement pour mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un dossier dans lequel sont tenus à disposition les éléments relatifs aux demandes d'autorisation initiales ainsi que l'ensemble des actes administratifs concernant le site. L'étude de flux thermiques a également été présentée lors de la visite.</p> <p>En revanche, les rapports de visite de l'assureur n'ont pas pu être présentés le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer le dernier rapport de visite assureur pour les bâtiments C et D.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p>

Les bâtiments du site n'ont pas fait l'objet d'extensions physiques susceptibles de modifier le régime ICPE applicable. Le site est actuellement classé sous la rubrique 1510 au régime de l'autorisation et au régime de la déclaration pour les rubriques 1532, 2662, 2663, 2910, 4220 et 4755.

Ce classement est à actualiser, comme indiqué dans le bilan relatif aux porter à connaissance présenté en début de rapport. En effet, l'évolution du guide relatif aux entrepôts permet désormais de regrouper les rubriques 1532, 2662, 2663 et 1510 au sein d'une rubrique unique 1510, ce qui implique une mise en cohérence du régime administratif du site avec les stockages effectivement présents.

S'agissant des rubriques 4220, relatives au stockage de produits explosifs, et 4755, relatives aux alcools de bouche d'origine agricole, l'exploitant a indiqué que seuls des produits explosifs sont actuellement stockés, en quantités limitées, et que le stockage d'alcools de bouche n'est plus en activité sur le site.

L'inspection a précisé que la rubrique 4755 n'étant plus exploitée depuis plusieurs années, il convient de procéder à une cessation partielle de cette rubrique pour le site afin de régulariser la situation administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se prononcer formellement sur l'exploitation effective ou non de la rubrique 4220 sur les bâtiments C et D et, le cas échéant, d'engager les démarches nécessaires de régularisation administrative correspondantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant a mis en place depuis environ un an le logiciel Docostock, déployé sur l'ensemble des sites du groupe. Cet outil permet un suivi multi-locataires des matières stockées. Chaque locataire est formé à son utilisation puis procède lui-même à la déclaration de ses stocks. Ces déclarations viennent en complément du suivi logistique propre à chaque locataire.

Pour le locataire stockant des matières dangereuses, une mise à jour quotidienne est prévue. Les substances recensées comprennent notamment des liquides inflammables, des aérosols ainsi que divers produits classés. Lors de l'inspection, l'état des stocks avait été actualisé la veille et était disponible en temps réel via l'application.

Les substances recensées comprennent notamment des liquides inflammables, des aérosols ainsi que divers produits classés. À titre d'exemple, il a été relevé la présence de 4,77 tonnes de produits relevant de la rubrique 4718 (gaz inflammables) ainsi que 4,22 tonnes de produits relevant de la rubrique 1436, correspondant notamment à des colles stockées par le locataire Cargolog. L'application intègre un suivi par classes de danger et par tonnages, permettant une lecture synthétique des volumes de matières dangereuses. Lors de la visite, l'état des stocks du bâtiment D a pu être consulté par l'inspection directement sur smartphone.

En revanche, il a été constaté que les fiches de données de sécurité ne sont pas directement accessibles au niveau des cellules de stockage. L'accès à ces documents repose sur les locataires. FM Logistique a déposé ses fiches de données de sécurité (FDS) sur la plateforme documentaire du site, tandis que Cargolog ne les a pas encore transmises. En l'absence de ces documents, l'exploitant ne dispose pas d'une visibilité complète sur la nature précise des produits présents sur le site. Cette situation n'est pas pleinement conforme aux exigences réglementaires, les fiches de données de sécurité devant être facilement accessibles et tenues en permanence à disposition dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

La gestion multi-locataires complexifie la mise en conformité, dans la mesure où l'outil de suivi des stocks ne descend pas au niveau des références produits permettant d'associer automatiquement les FDS correspondantes. À ce stade, seuls les locataires disposent de ce niveau de détail via leurs propres outils de gestion des stocks. Il appartient néanmoins à l'exploitant de définir des modalités opérationnelles garantissant la mise à disposition effective et la mise à jour des FDS pour l'ensemble des locataires, notamment pour Cargolog.

Enfin, l'exploitant indique qu'un inventaire physique est réalisé annuellement pour l'ensemble des locataires présents sur le site, à savoir Blondel, FM Logistique et Cargolog, conformément aux exigences applicables aux installations soumises à enregistrement et à autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de formaliser une procédure multi-locataires garantissant la mise à disposition effective, la centralisation et la mise à jour des fiches de données de sécurité pour l'ensemble des produits dangereux stockés sur le site, indépendamment des outils propres à chaque locataire. L'exploitant rendra compte à l'inspection de la mise en place de cette procédure sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : L'exploitant a mis en place un état des matières stockées conforme à l'objectif fixé, à savoir disposer des informations nécessaires pour la gestion d'un événement accidentel. Cet état permet d'identifier la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents dans chaque cellule de stockage.

<p>Concernant les matières dangereuses, les différentes familles correspondant aux mentions de danger sont correctement identifiées, permettant un rattachement aux rubriques de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Il est relevé que les cellules 4 et 5 comportent des déchets figurant également dans l'état des stocks, y compris lorsqu'ils sont stockés à l'extérieur.</p> <p>L'état des stocks est bien tenu à disposition du préfet et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état synthétique, annexé à l'état des stocks, permet une communication claire et vulgarisée des informations, et peut être transmis de manière appropriée aux différents interlocuteurs concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans</p>

les zones de réception.
Constats : La configuration actuelle ne révèle pas de situation de stockage de matières dangereuses chimiquement incompatibles dans une même cellule.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
Constats :

Ce point de contrôle n'a pas été vérifié lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.a Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté, à partir de l'analyse de l'état des stocks complétée par un contrôle par sondage sur le terrain, qu'aucun stockage de liquides inflammables de catégorie 1 portant la mention de danger H224 n'était présent sur le site le jour de la visite. L'exploitant a confirmé l'absence de tels produits au sein des cellules des différents locaux. Il est toutefois indiqué que des liquides inflammables de catégorie H226 peuvent être présents de manière occasionnelle sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des</p>

cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Dans le bâtiment D, la plateforme Cargolog a bénéficié en 2022 d'un PAC pour la transformation des locaux de charge de la cellule 1 en zones destinées au stockage de produits dangereux, notamment liquides inflammables et aérosols.

Cargolog a réalisé les travaux permettant l'installation de sprinkleurs en voie basse sur la partie mécanisation, assurant ainsi une protection adaptée de cette zone. L'inspection souligne la nécessité de mettre en conformité l'ensemble du stockage d'aérosols avec les exigences de protection incendie, afin de respecter la réglementation et les bonnes pratiques en matière de sécurité.

Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le rapport Q1 du bâtiment D, la visite s'étant déroulée le 18/08/25. Les conclusions de ce rapport indiquent des non-conformités avec des risques de mise à l'échec pour la cellule 2 : des matières incompatibles avec la protection de type ESFR sont présentes (l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'aérosols).

D'autres points de non-conformité, sans risque de mise à l'échec, ont été observés : la cellule 1 comportait deux bennes à moins de 10 m, qui ont depuis été retirées, et la cellule 5 doit maintenir une allée libre de 60 cm sur le bord et sur la périphérie de la mezzanine.

Il a été relevé que pour le bâtiment C le report de l'alarme au poste de garde est effectif. En revanche, pour le bâtiment D, aucun report automatique n'existe et l'alerte dépend de l'appel du locataire. L'inspection recommande qu'au minimum un report automatique de l'alarme vers le poste de garde soit mis en place pour toutes les installations.

Enfin, la question du dimensionnement des dispositifs de détection automatique et de sprinklage reste à clarifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de repositionner les stocks d'aérosols actuellement dans la cellule 2 du bâtiment D afin de garantir leur protection par un système de sprinklage conforme aux exigences APSAD, notamment avec une couverture en partie basse sous les racks. L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des zones de stockage de produits dangereux respecte les prescriptions applicables en matière de protection incendie et de sécurité des matières dangereuses.

Par ailleurs, il est demandé de mettre en place un report visuel et sonore de l'alarme incendie du

bâtiment C vers le poste de garde commun aux bâtiments A, B, C et D, et de fournir un justificatif attestant du bon dimensionnement du système de détection incendie pour les bâtiments C et D.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le</p>

domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier la présence et la disponibilité des moyens en eau incendie. Des questions ont été amenées par les divergences de prescriptions entre les distances des poteaux incendie fixées dans l'arrêté préfectoral et celles de l'arrêté ministériel.

Afin de clarifier les distances réglementaires, l'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport reprend en partie les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié quant à la nécessité et à la disposition des moyens de défense contre l'incendie.

L'inspection a pu consulter le compte rendu de l'exercice de défense contre l'incendie réalisé le 23 juillet 2025 chez Cargolog. Le départ de feu simulé a eu lieu dans la cellule 4 et le directeur de site a été prévenu. Il a été constaté que de plus en plus de locataires sont formés à l'utilisation des RIA. Un délai de 10 secondes est actuellement observé entre le déclenchement manuel et l'alarme ; l'inspection considère que cette temporisation n'a pas d'effet utile et recommande de passer à un déclenchement immédiat (T=0).

Ces exercices sont réalisés tous les deux ans et tendent actuellement vers un exercice d'évacuation du personnel, **sans appel simulé au SDIS, sans fermeture et vérification des vannes martelières et sans utilisation des moyens de lutte contre l'incendie**. L'inspection juge dommageable que les exercices de défense contre l'incendie ne fassent pas référence au plan de défense incendie (PDI), ce qui limite leur pertinence et leur efficacité pour tester l'ensemble des mesures de sécurité mises en place sur le site.

La mise en place d'un exercice de défense incendie complémentaire pourrait également être envisagée pour tester ce dispositif.

Enfin, les informations relatives aux formations à l'utilisation des extincteurs, des RIA et à la gestion des situations d'urgence sont centralisées dans le PDI et remontées par les locataires. Les personnels présents sur site sont formés en tant qu'équipiers de première intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un nouvel exercice de défense contre l'incendie complet, intégrant l'utilisation des moyens de lutte et la coordination avec le PDI, et non un simple

exercice d'évacuation.
Cette demande est formalisée au sein de l'arrêté préfectoral annexée au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

<p>L'exploitant a bien établi un Plan de Défense Incendie conformément aux prescriptions réglementaires. Le schéma d'alerte y figure et apparaît correctement formalisé. Néanmoins, plusieurs limites sont relevées. Le document mentionne en effet l'intervention possible des personnels avec les RIA et les extincteurs, alors que les retours du dernier exercice de défense incendie organisé en juillet 2025 montrent que ces moyens n'ont pas été mobilisés par les locataires, ceux-ci privilégiant la sécurité de leurs personnels.</p> <p>L'analyse du compte-rendu d'exercice, transmis consécutivement à la visite, démontre la nécessité de former davantage les opérateurs à l'utilisation du PDI pour maîtriser les étapes clés en cas d'intervention (appel au DOI, levée de doute, ...). L'inspection ajoute que le document, au delà de répondre aux prescriptions réglementaires susvisées se doit d'être fonctionnel. Au vu du compte-rendu d'exercice, un travail sur cette fonctionnalité du document devrait être menée par l'exploitant. L'ajout du report d'alarme et des conséquences associées devra être intégré dans la version actualisée du plan de défense incendie (PDI).</p> <p>S'agissant de l'accueil des services d'incendie et de secours, le PDI évoque des dispositions pour les périodes ouvrées et non ouvrées, mais les modalités pratiques, telles que l'accueil des pompiers, la transmission des plans et la remise des informations essentielles sur site, ne sont pas suffisamment détaillées.</p> <p>La transmission du document au SDIS a été réalisée</p> <p>Les plans d'implantation relatifs aux cellules, aux murs coupe-feu, aux points d'eau et aux vannes de barrage sont bien intégrés dans le PDI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le PDI devra être complété par l'exploitant conformément aux exigences de la prescription susvisée. La version actualisée sera communiquée à l'inspection et au SDIS 31.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans</p>

le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Une étude de flux thermiques a été réalisée et démontre la présence de flux supérieurs à 8 kW/m² qui atteindraient le parking du bâtiment B. Cette situation a été régularisée par arrêté préfectoral portant sur les bâtiments A et B et prévoyant la limitation de toute construction comprise dans la bande de 15 m de large située à l'Est du bâtiment B, entre le parking et la limite de propriété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

Constats :

Les fiches de données de sécurité ont pu être fournies, excepté celles concernant les substances stockées dans le bâtiment C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure multi-locataire de mise à disposition des FDS conformément à la demande au point 3 du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s)

dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS consultées le jour de la visite (deux aérosols) étaient en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Le format des FDS consultées respectait la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.

Constats : Les coordonnées du fournisseur de la FDS sont bien mentionnées sur la fiche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens d'extinction FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens d'extinction appropriés à la substance concernée par la FDS sont bien mentionnés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : La FDS comporte bien les recommandations sur les conditions de stockage de la substance.
Type de suites proposées : Sans suite